

## **AVIS**

## **MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2025**

Le Collège de la Zone de Secours Hainaut Centre porte à la connaissance de ses administrés, qu'en vertu de l'article 90 de la Loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2025 est déposée pendant 10 jours à la Direction Générale de la Zone de Secours, rue des Sandrinettes 29 à Cuesmes – et dans chaque commune qui fait partie de la Zone où chaque contribuable peut en prendre connaissance, sans déplacement.

MONS, le 19 septembre 2025

POUR LE COLLEGE

La Secrétaire

**Eve DELVINQUIERE** 

Le Président

Eric THIEBAUT



## CERTIFICAT DE PUBLICATION

## **MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2025**

Le Collège de la Zone de Secours Hainaut Centre atteste et certifie par la présente que la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2025 de la zone de secours sera publiée et affichée conformément à l'article 90 de la Loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile du 22/09/2025 au 12/10/2025 inclus.

MONS, le 19 septembre 2025

POUR LE COLLEGE

La Secrétaire

**Eve DELVINQUIERE** 

Le Président

Enc THIEBAUT

15 MAI 2007. - Loi relative à la sécurité civile.

Art. 63. Outre les missions qui lui sont confiées par le conseil, le collège est chargé : 1° de la publication et de l'exécution des décisions du conseil zonal;

Art. 90. Les budgets et les comptes sont déposés au siège de la zone visé à l'article 20, et à la maison communale de chaque commune qui fait partie de la zone, où quiconque peut toujours en prendre connaissance (sur place). <Erratum, voir M.B. 01-10-2007, p. 50749>

Cette possibilité de consultation est rappelée par voie d'affiches apposées à la diligence du collège dans le mois qui suit l'adoption des budgets et des comptes par le conseil. La durée de l'affichage ne peut être inférieure à dix jours.

<u>19 AVRIL 2014. - Arrêté royal portant le règlement général de la comptabilité des zones de secours</u>
<u>Art. 14.</u> Les modifications budgétaires sont soumises aux mêmes procédures que celles applicables au budget et sont justifiées.